



le point

Bulletin du **PARTI SOCIALISTE NEUCHÂTELOIS**

FÉVRIER 2025

Numéro spécial élections cantonales



356





ENSEMBLE!

Camarades, c'est ensemble que nous ferons campagne cette année, c'est ensemble que nous entendons gouverner le canton, c'est ensemble que nous voulons œuvrer pour demain!

Lors des élections cantonales du printemps, le regroupement entre le PSN, les Vert.e.s et le POP représentera une union de raison, mais surtout de cœur. Ensemble, nous croyons dans l'engagement de nos partis à porter des mesures communes. Ensemble nous voulons reconquérir la majorité au Conseil d'État et au Grand Conseil. Et c'est ensemble que nous voulons construire l'avenir du canton de Neuchâtel.

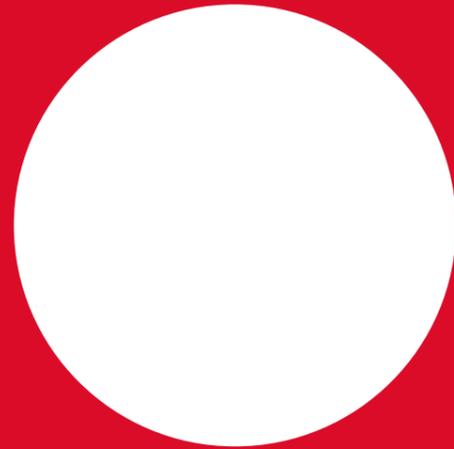
Pour que demain, il ne soit plus possible qu'un milliardaire organise une loterie à coup de millions pour influencer une élection. Pour que demain, le monde soit plus juste pour toutes et pour tous, quel que soit leur origine, leur genre ou leur croyance. Pour que demain, les inégalités diminuent au lieu d'augmenter. Pour que demain, la Terre soit respectée parce qu'elle est notre seul foyer. Pour que demain, le monde que nous appelons de nos vœux ait une plus grande chance d'éclore. Qu'il s'agisse du plan climat, du pouvoir d'achat ou encore de la lutte contre les attaques faites aux prestations sociales, la Gauche Unie saura proposer des solutions innovantes pour relever les défis.

Que ce soient Florence Nater et Frédéric Mairy, nos conseillère et conseiller d'État, ou les 100 camarades qui se présentent sur la liste PSN du Grand Conseil, toutes et tous s'engageront à la hauteur du travail qui nous attend. Pour ça, elles et ils auront besoin de chacune et chacun d'entre vous. Soyez nombreuses et nombreux à vous engager pour cette campagne, car nous allons donner corps ensemble à nos lignes communes pour faire naître le canton dans lequel nous voulons vivre demain.

Ensemble, en avant pour la double majorité en 2025!



Fabienne Robert-Nicoud
vice-présidente du
Parti socialiste neuchâtelois



TROP DE PRIMES MALADIE ?

AVEC LE PS,
DEMAIN C'EST FINI



PRIORITÉ(S) de GAUCHE

La campagne est lancée! La Gauche Unie, en construction depuis 4 ans, présente une liste solide basée sur des projets communs et concrets pour la population et l'environnement. Face à elle, une alliance contre-nature et antisociale de la droite, constituée dans la précipitation face à la crainte que la gauche gagne. Pour que les classes moyennes et populaires ainsi que la politique climatique ne soient pas les oubliées des 4 prochaines années, une seule voie s'ouvre à nous: gagner la double majorité de gauche!

À l'heure où je rédige ce texte, l'extrême droite dirige l'Italie, vient de prendre l'Autriche, présidera les États-Unis dans quelques jours et arrachera peut-être bientôt des victoires en Allemagne, au Canada ou en France. Dans tous ces pays, un parti populiste fait miroiter à la population une amélioration de ses conditions de vie, alors que les vraies priorités du RN, du FPÖ ou du parti républicain restent de déréguler l'économie et de discriminer pauvres, étrangères et toutes autres personnes qui ne correspondent pas à leurs valeurs.

À Neuchâtel, cette tendance affleure à l'UDC. Elle tente, que le sujet soit l'emploi, le logement ou l'environnement, de ramener tous les problèmes aux étrangers et au «wokisme». Comme si quelques personnes trans ou venues d'autres pays étaient à l'origine de tous les maux induits par le capitalisme... Et ceci quitte à bidouiller un peu les faits, comme lorsque le président de l'UDC neuchâteloise dénonce sur Facebook un «attentat islamiste» en Allemagne alors que l'auteur de cet acte odieux est... d'extrême droite et islamophobe!

Malgré cela, les partis de droite ont décidé d'entériner une «alliance» dont on sent déjà qu'ils s'en bouchent le nez. Il faut dire que l'on a plus souvent entendu ces partis se déchirer que collaborer au parlement, excepté lorsqu'il s'agissait de diminuer les impôts des plus riches. On peut donc se questionner: s'ils parviennent au pouvoir, ces partis se rassembleront-ils sur la ligne de l'UDC? Ou divorceront-ils dès leur entrée en fonction pour traverser la législature sans cap politique clair?

Dans tous les cas, une différence fondamentale est à relever entre leur alliance et notre Union. Nous avons construit la nôtre sur plusieurs années de travail en commun et, surtout, autour d'un programme formé de dizaines de propositions

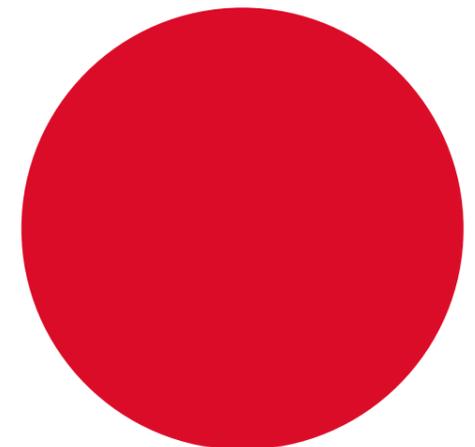
concrètes pour les personnes que nous défendons. Ils ont bricolé la leur uniquement dans la crainte que nous gagnions et remettions en question les privilèges qu'ils accordent à une minorité. Nous sommes une Union «pour». Ils sont une alliance «contre».

Ainsi, pendant qu'ils tenteront vainement d'agiter leurs épouvantails, nous fonderons notre campagne sur les réalités de la population. Nous rappellerons que 15% de la population neuchâteloise vit sous le seuil de pauvreté, que le pouvoir d'achat des classes moyennes est sans cesse grignoté par certains bailleurs, employeurs et entreprises qui augmentent leurs marges. Que si nous continuons dans une politique de micro-pas climatiques, nous allons tout droit vers la catastrophe environnementale. Ces problèmes ne sont pas là par hasard. Ils sont le résultat de l'inaction politique de la droite. Et nous devons changer la donne maintenant.

Nous sommes, avec nos alliés, une minorité politique qui représente une majorité de la population. Si nous unissons nos forces, si nous montrons aux Neuchâtelois-es ce que nous réaliserons concrètement pour elles et eux, nous gagnerons le 23 mars 2025!



Romain Dubois
président du Parti socialiste
neuchâtelois



Pour un DEMAIN SOLIDAIRE et DURABLE

Au-delà du plaisir d'exercer cette fonction passionnante au service de la population, c'est la conscience d'une noble responsabilité qui m'anime. À l'heure d'une fin de législature, voici le temps d'un bilan. Un bilan qui exprime à la fois la continuité et la transformation.

Dans la continuité j'évoquerai, dans le domaine de l'emploi, la stratégie d'intégration professionnelle qui a été consolidée comme outil central de l'intégration tout en apportant, par exemple avec les Réseaux Joker, des ajustements pour celles et ceux dont les profils professionnels sont plus éloignés du premier marché du travail. En matière de lutte contre les violences domestiques, le plan d'action a permis de former le personnel des pharmacies à la détection et à l'orientation des victimes ou encore l'ouverture d'un centre de médecine des violences. Sans oublier la pérennisation de la consultation dédiée aux personnes victimes d'exploitation ou de traite. Sur le plan de la politique sociale, si l'on ne saurait se satisfaire du poids des primes d'assurance-maladie, on peut se réjouir, grâce aux efforts conjoints du Conseil d'État et du Grand Conseil (à l'impulsion du groupe socialiste), d'avoir permis à quelque 10 000 personnes de plus, entre 2022 et 2024, de bénéficier d'un subside à l'assurance-maladie. Pour les familles, les allocations familiales ont pu être augmentées. Les efforts dans la prévention et la lutte contre le surendettement ont été intensifiés, en particulier par la sensibilisation des indépendant·es et la détection précoce en entreprises, et cela grâce à un travail conjoint avec les acteurs économiques. Enfin, la cohésion multiculturelle reste une ambition forte. Une ambition qui se traduit notamment par la mise en œuvre de la feuille de route pour une administration égalitaire et ouverte à la diversité, qui a conduit à la formation de l'ensemble du personnel de l'administration cantonale aux questions des discriminations.

Au chapitre des transformations, trois mots s'imposent : inclusion, participation et vivre-ensemble. Avec l'adoption de la loi sur l'inclusion et l'accompagnement des personnes vivant avec un handicap, c'est l'impulsion d'un changement de vision et de perspective qui s'opère et qui se traduit par des actes, tels que l'engagement de jeunes vivant avec un handicap mental dans le premier marché du travail. Les



Assises de la cohésion sociale ont initié un mouvement qui vise à donner et entendre la parole des personnes concernées par les politiques publiques. Enfin, dans le cadre du programme « Vivre-ensemble », les 20 projets soutenus pour accompagner le changement et favoriser la cohésion sociale face aux enjeux climatiques sont porteurs d'espoir.

Énumérée ainsi, cette liste pourrait être lue comme un bilan uniquement couronné de succès. Ce serait faux et prétentieux. Il y a bien certains projets qui sont aujourd'hui « au milieu du gué » et des ambitions qui ont dû être révisées, confrontées à des murs législatifs ou politiques.

Sans omettre les défis qui demeurent. Qu'il s'agisse d'employabilité, d'économie durable, de lutte pour l'égalité des chances et des droits et contre les discriminations, de cohésion sociale et multiculturelle, de politique des familles, des liens intergénérationnels ou encore du monde que l'on veut transmettre aux générations futures, tous ces défis méritent un engagement sans faille.

Un engagement auquel je souhaite apporter mon énergie et ma détermination, avec vous toutes et tous !



Florence Nater
conseillère d'État

Une AUTRE SOCIÉTÉ reste joyeusement POSSIBLE

Affirmer la nécessité de l'État. La campagne interne m'avait donné l'occasion de parler du sujet ; cette « carte blanche » du *Point* me permet de poursuivre sur le même élan, en lointain écho à une tribune publiée dans *Le Monde* lors de l'élection présidentielle française de 2022 par l'économiste Xavier Ragot, directeur de recherche au CNRS.

Celui-ci regrette que « l'État-providence du XXI^e siècle » et son financement ne soient pas « le véritable sujet du débat présidentiel ». Il relevait que les enjeux – éducation, formation professionnelle, changement climatique, pandémies... – demandaient « des investissements publics nouveaux », et non de nouvelles réductions des dépenses.

Signe des temps, l'État-providence fait l'objet de deux récents essais. En décrivant le « génie » de celui-ci, le chercheur et enseignant français Éloi Laurent¹ note que « la coopération est le cœur de la prospérité humaine, elle se propage et s'étend en se cristallisant dans des institutions qui à leur tour favorisent son extension et son intensité. De toutes les institutions inventées dans l'histoire, l'État-providence apparaît comme la plus accomplie : il favorise à la fois la stabilité sociale et le développement humain, la cohésion et l'innovation, l'efficacité et la justice. En vérité, l'existence de la protection sociale est le signe même du développement. »

À l'heure où nous pouvons décrocher une nouvelle double majorité de gauche, il est bon d'avoir en tête cette vérité. Laquelle n'est en rien alternative, ni idéologique, mais repose sur des faits établis et documentés, contredisant le dogme néolibéral toujours ambiant. Non, analyse Éloi Laurent, l'État-providence n'est pas la résultante de la prospérité économique : il en est, depuis son apparition à la fin du 19^e siècle, le fondement, tant ses vertus sont larges.

Sans lui, « les biens dits "tutélaires", comme l'éducation et la santé, dont les bénéfices sont immenses pour les individus et les sociétés, ne seraient jamais produits ni distribués de manière suffisante par les marchés ». Visant la justice sociale, l'État-providence a une forte capacité stabilisatrice, essentielle en temps de crise notamment ; il assure également « la continuité sociale et la cohérence temporelle de la démocratie ». D'où la proposition de l'auteur de l'étendre pour répondre davantage encore aux enjeux écologiques et sociaux.



En opposition aux ingénieurs du chaos² « qui cherchent à augmenter ou à susciter la rage et à promouvoir les passions tristes », la sociologue et philosophe Dominique Méda³ appelle de son côté à « promouvoir les passions positives, les passions joyeuses, celles qui donnent envie de transformer, de reconstruire, de coopérer, d'être solidaires ». Des passions « qui augmentent notre capacité d'agir ». Il est urgent, selon elle, de dessiner les contours d'« une société désirable, une société du plein-emploi des capacités, de la démocratisation de la production (...), qui a redéfini le progrès et où les politiques publiques sont mises au service d'un État-providence fort ».

Quand bien même les enjeux dépassent, et de loin, le cadre cantonal, celui-ci semble assez large pour imaginer et faire advenir une autre société, imparfaitement sans doute, mais joyeusement.



Frédéric Mairy
conseiller d'État

¹ É. Laurent, *Pour l'État social-écologique – Le bel avenir de l'État-providence*, Les liens qui libèrent, 2024.

² En référence à Giuliano da Empoli, *Les ingénieurs du chaos*, JC Lattès, 2019.

³ D. Méda, *Une société désirable – Comment prendre soin du monde*, Flammarion, 2025.

NOS CANDIDAT-ES AU GRAND CONSEIL



BILAN de LÉGISLATURE

Quatre ans de travail, plus de 40 sessions, deux fois plus de séances de groupe, des centaines de rapports, motions, postulats et projets de lois, des heures de réunions de commission, des discussions à n'en plus finir et quelques émotions... difficile de résumer tout cela en 3500 caractères espaces compris...

Voici donc un aperçu très partiel de l'action du groupe. Aux plus passionné-es qui resteraient sur leur faim, je conseille la lecture du programme ainsi que des Nouvelles du Grand Conseil sur le site du parti.

La législature 2021-2025 a été marquée par une double majorité de droite au Conseil d'État et au Grand Conseil. Dans cette situation inédite depuis plus de 20 ans, notre rôle a été déterminant pour défendre l'intérêt général et en particulier celui des classes moyenne et populaire. Nos liens avec l'ensemble de la gauche se sont renforcés et débouchent aujourd'hui sur une liste de gauche unie forte et cohérente pour le Conseil d'État.

Notre groupe ne s'est pour autant pas cantonné à un rôle d'opposition stérile. Sans jamais transiger avec nos valeurs, nous avons multiplié les propositions concrètes pour améliorer le quotidien de la population.

En matière de soutien au pouvoir d'achat et de lutte contre la précarité, nous avons réussi dans le cadre des budgets à augmenter le montant des subsides LAMal. Ces efforts s'ajoutent à ceux de notre conseillère d'État Florence Nater, en charge du dossier, pour renforcer la politique sociale et à l'initiative 10% du PS. Nous nous sommes également battus pour l'indexation systématique des salaires.

Afin de rendre notre société plus égalitaire, notre groupe s'est engagé pour augmenter le nombre de places en pré et parascolaire par la révision de la loi sur l'accueil des

enfants. Nous avons également fait inscrire dans la nouvelle loi sur les marchés publics un contrôle obligatoire de l'égalité salariale dans les entreprises.

Le plan climat du Conseil d'État étant largement insuffisant, nous avons déposé une vingtaine de propositions et projets de loi **pour une véritable transition écologique et sociale**. Il s'agit notamment de renforcer la production d'énergies renouvelables, de soutenir la reconversion professionnelle et de lutter contre le mitage du territoire.

Pour en finir avec les discriminations en tous genres et garantir les droits de chacun-e, notre groupe a déposé un projet de loi exigeant une application stricte des mesures d'intégration et de non-discrimination dans l'administration cantonale. Nous avons conduit une offensive contre le harcèlement scolaire. Le groupe est à l'origine de l'inscription de l'intégrité numérique comme droit fondamental, acceptée en votation populaire.

Nous nous sommes battus **pour une politique culturelle ambitieuse et pour de véritables soutiens au tissu sportif**. Avec succès pour le sport en lien avec le contre-projet à l'initiative 1% : une enveloppe de 36 millions est prévue sur les huit prochaines années, en bonne intelligence avec le concept cantonal des sports porté par notre conseiller d'État Frédéric Mairy. Côté culture, beaucoup reste à faire pour répondre aux besoins des acteur-trices, malgré l'engagement déterminé du PS.

Au-delà de ces réussites, force est de constater que la composition actuelle du parlement et du gouvernement a fortement limité notre capacité d'action. Pour faire encore mieux dès 2025, pas de miracle, il nous faut une double majorité de gauche.

Alors à très vite sur les stands pour défendre ce bilan mais surtout pour présenter notre programme et nos candidat-es pour la législature à venir !



Antoine de Montmollin
président du groupe

LUTTONS CONTRE LA PAUVRETÉ DANS UN PAYS RICHE...

Les délégués au congrès du PSS ont, en février 2024, adopté un document pour la lutte contre la pauvreté.

Un des thèmes est la lutte contre le non-recours aux prestations sociales : 30% des ayants droit ne les réclament pas ! La Haute École de travail social et de la santé de Lausanne et son Observatoire des précarités ont pu établir un diagnostic : une grande partie de la population concernée ne connaît pas ses droits et/ou ne sait pas comment les exercer.

La résolution votée par le PS60+ suisse en juin 2024 veut un accès automatique aux prestations sociales basées sur les

données fiscales, soit les prestations complémentaires (PC) et les subsides d'assurance-maladie, dans tous les cantons. Elle demande aussi une information et une simplification pour faciliter l'accès aux prestations sociales cantonales.

La commission PS60+ neuchâteloise a travaillé sur le thème des prestations complémentaires et veut mobiliser nos député-es afin que l'accès à l'information soit garanti pour toutes les prestations sociales fédérales et cantonales.

Anne Reinhard, Christiane Bertschi
coprésidentes de la commission 60+

UNE POLITIQUE FÉMINISTE POUR PLUS DE FEMMES EN POLITIQUE!

Les Neuchâteloises, entrées dans l'arène politique en 1959, y restent largement sous-représentées, à cause d'obstacles structurels persistants dans la société. C'est pourquoi nous revendiquons :

La réduction du temps de travail. La difficulté à concilier vie professionnelle et vie privée est un obstacle majeur à l'engagement. En Suisse, la population fournit près de 9,8 milliards d'heures de travail non rémunérées par an ; les femmes en effectuent plus de 60%. Nous revendiquons une semaine de 4 jours à salaire égal dans les administrations du canton et la mise en place d'une campagne pour inciter le privé à faire de même.

Plus de structures d'accueil pour les enfants. Autre obstacle majeur : le manque de structures. Leur mise en place ne doit pas empirer les conditions de travail d'autres femmes. D'où notre soutien à la pétition «Pour une LAE 3 à la hauteur des enjeux de l'Accueil de l'Enfance !»

La fin des violences sexistes et sexuelles. Les actes sexistes et la violence à l'égard des femmes empêchent leur participation pleine et égale à la vie politique. D'où une résolution nationale demandant au Conseil fédéral de faire de la lutte contre ces violences une priorité.

Pauline Schneider, Aline Bressoud, Gabriella Francello, Marianne Gay et Manuela Honegger
bureau des FSN

DES JEUNES ENGAGÉ-ES POUR TOUTES ET TOUS

C'est avec enthousiasme et détermination que 17 membres de la Jeunesse socialiste neuchâteloise se portent candidates et candidats sur la liste pour le Grand Conseil. Par notre engagement, nous souhaitons porter les revendications des jeunes concernant la politique locale et contribuer à l'élaboration d'une société anticapitaliste, écologique et solidaire. Nous ressentons un besoin urgent d'agir face à la crise climatique et la montée de l'extrême droite, qui renforcent les inégalités sociales et menacent les conditions de vie des plus démunies.

Il nous tient à cœur de représenter au mieux les intérêts de la population et particulièrement des jeunes, en mettant l'accent sur une politique écologique radicale, en améliorant l'accès à la formation pour tout le monde et en assurant un accès équitable aux soins. Parmi les projets que nous voulons mener, on trouve l'introduction de la semaine de quatre jours, l'accès à la contraception et aux protections menstruelles et la promotion de la mobilité douce. De plus, avoir des jeunes sur la liste, c'est un message important que nous faisons passer à la population. S'engager pour un monde meilleur, c'est de la responsabilité de toutes et tous.

Emma Gossin, Zoé Nater
coprésidentes de la JSN

FÊTE de la GAUCHE

Le 18 janvier, à la Maison du Peuple de La Chaux-de-Fonds, les membres des trois partis de la Gauche Unie (PS, Vert-e-s et POP) ont lancé la campagne pour le Conseil d'État. Une soirée fédératrice et festive qui a réuni 300 personnes.

C'est maintenant au tour du PSN de lancer officiellement sa campagne électorale pour le Grand Conseil. Affiches, stands et autres actions en tout genre rythmeront notre quotidien jusqu'au 23 mars, puis jusqu'au 13 avril. Votre participation est essentielle à la victoire de ces deux listes. N'hésitez pas à vous engager, chaque effort est un pas en plus vers la double majorité de gauche!



photos - Nathan Jucker



Le Parti socialiste neuchâtelois (PSN) s'engage dans les débats importants et aide à trouver des solutions innovantes, sociales et respectueuses de l'être humain et de l'environnement.
Il apporte de nouvelles idées et participe à construire l'avenir.

AGENDA

Vous souhaitez adhérer au
PARTI SOCIALISTE NEUCHÂTELOIS
ou recevoir **LE POINT**?

Contactez-nous :

Éditeur

Parti socialiste neuchâtelois

Avenue de la Gare 3 – 2000 Neuchâtel

032 721 11 80

secretariat@psn.ch

www.psn.ch

Impressum

Bulletin adressé aux abonné-es et entités intéressées aux activités du PSN

Rédacteur en chef - Raphaël Girardin

Graphisme et illustration - Nathan Jucker

Relecture - Johanne Lebel Calame

Impression - Imprimerie de l'Ouest SA

Parution 5 fois par an | Abonnement annuel - 30 francs

Abonnement de soutien - 50 francs

IBAN : CH92 0900 0000 2000 3004 7

13 février	Séance de préparation Grand Conseil
17 février	Formation - Le système agricole : enjeux et champs de tension
6 mars	Séance de préparation Grand Conseil
13 mars	Séance de préparation Grand Conseil
14 mars	Repas populaire à Neuchâtel
15 mars	Repas populaire à La Chaux-de-Fonds
23 mars	Élections cantonales
13 avril	Élections cantonales 2° tour

P.P.
2000 Neuchâtel



le point
psn.ch/le-point



➤ Votre agenda en ligne sur
www.psn.ch